Convention de partenariat pour la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics conclus par le CEA CADARACHE sur le Territoire du Pays d'Aix

Cette présente convention de partenariat (ci-après désignée par « la Convention ») est établie :

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA), établissement public à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,
représenté par **Monsieur Christian BONNET**, agissant en qualité de Directeur du **Centre CEA de Cadarache**,

Ci-après dénommé : « Donneur d'ordre »

ET :

La MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE – Territoire du Pays d'Aix, domiciliée 8 Place Jeanne d'Arc, CS 40868, 13626 Aix-en-Provence Cedex 1,
représentée par **le Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix, Monsieur Roger PELLENC**, dûment habilité par la délibération n° _____ du 28/06/2018,

Ci-après dénommée : « Le Pays d'Aix »

ci-après désignés ensemble par « les Parties » et individuellement par « la Partie »

PREAMBULE :

La clause d'insertion sociale dans les marchés publics (article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015) permet de promouvoir l'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Cette clause d'insertion sociale est une condition d'exécution du marché, qui impose aux Opérateurs économiques attributaires de réserver une partie des heures de travail générées par le marché à une action d'insertion, correspondant à un volume déterminé d'heures de travail. Le non-respect de cette clause par l'Opérateur économique attributaire lui fait encourir des pénalités financières prévues au marché.

Pour favoriser la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale dans ses marchés publics et le suivi des heures d'insertion auprès des Opérateurs économiques attributaires, le CEA de Cadarache a souhaité s'appuyer sur le Pays d'Aix, au sein duquel une mission de « facilitateur clauses sociales » a été développée.

Le Pays d'Aix, via un service centralisé permet de favoriser la construction de parcours d'insertion pour les publics prioritaires et la pérennisation des emplois.

Compte tenu de l'expertise du Pays d'Aix en matière de développement et de suivi de réalisation de ces clauses, les Parties ont établi la présente Convention, régie par les stipulations qui suivent.

Article 1 – Objet de la Convention

L'objet de la convention est de fixer les règles de collaboration entre le Pays d'Aix d'une part, et le Donneur d'ordre d'autre part, pour la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés conclus entre le Donneur d'ordre et les Opérateurs économiques attributaires, pour lesquels le CEA se réserve la possibilité de recourir à un Facilitateur. Par la présente Convention, les Parties s'engagent à déployer leurs meilleurs efforts pour atteindre l'objectif fixé à l'article 2.

Article 2 – Objectif de la Convention

L'objectif est de mettre en œuvre un dispositif d'insertion basé sur l'article 38 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui précise que « les conditions d'exécution d'un marché peuvent prendre en compte des considérations relatives [...], au domaine social ou à l'emploi, à condition qu'elles soient liées à l'objet du marché public ».

Article 3 – Les engagements du Donneur d'ordre

Au préalable, le Facilitateur du Pays d'Aix doit être informé des modalités prévues de mise en œuvre de la clause sociale afin d'assurer une harmonisation sur le territoire du Pays d'Aix.

A compter de la date de signature de la Convention, le Donneur d'ordre prend les engagements suivants :

- Effectuer sa demande d'assistance pour une étude du volet social d'un marché le plus en amont possible, afin de sécuriser au mieux le contenu de la clause, et la faisabilité de sa mise en place notamment, ainsi que la procédure de repérage de marché ou lot pouvant faire l'objet d'un marché d'insertion ou réservé. Le Donneur d'ordre pourra par exemple, faire parvenir la trame du DCE (dossier de consultation des entreprises) au Facilitateur du Pays d'Aix dès que possible ;
- Transmettre au Facilitateur du Pays d'Aix, dès la notification du marché contenant une clause sociale, les informations relatives aux Opérateurs économiques retenus ;
- Inviter le cas échéant le Facilitateur du Pays d'Aix à la réunion de démarrage des marchés à clause sociale, et si besoin aux réunions de suivi pour mobiliser les Opérateurs économiques sur l'exécution de la clause ;
- Transmettre le total des montants HT liquidés au moins trimestriellement pour les marchés à bon de commande concernés par la clause d'insertion sociale ;

- Être en appui sur la mobilisation des Opérateurs économiques en cas de difficultés de mise en œuvre de la clause sociale : courriers de mise en demeure en cas de non-exécution de la clause sociale (totale ou partielle) et application de pénalités notamment.

Les éventuelles restrictions d'accès sur le Centre de Cadarache liées à la classification du marché seront précisées au Pays d'Aix avant toute demande d'assistance.

Le Centre de Cadarache étant un centre nucléaire soumis à une réglementation stricte quant à ses accès, le personnel de l'Opérateur économique attributaire doit faire l'objet d'une accréditation pour travailler sur le Centre. Tout avis négatif de l'organisme d'accréditation entraîne un refus d'accès ou l'exclusion du personnel concerné.

La demande d'instruction pour l'accès au Centre doit être effectuée deux mois avant l'accès pour les marchés non classifiés, et entre 4 et 6 mois (délai d'habilitation) pour les marchés classifiés.

Article 4 – Les engagements du Pays d'Aix

Le Pays d'Aix s'engage à apporter son soutien au Donneur d'ordre pour la bonne application de la clause auprès des Opérateurs économiques attributaires.

A compter de la date de signature de la convention, le Pays d'Aix prend les engagements suivants :

- Assister le Donneur d'ordre pour étudier la faisabilité de la démarche d'insertion dans ses marchés, dans l'identification des marchés pouvant faire l'objet d'actions de formation en amont pour un recrutement plus efficace, dans le choix des modalités d'application de la clause sociale (condition d'exécution, critère de choix...) ainsi que dans le calibrage de l'objectif d'insertion et dans la rédaction des pièces des marchés faisant mention de la clause sociale ;
- Répondre sous deux semaines maximum à une demande d'assistance du Donneur d'ordre pour l'étude du volet social d'un marché ;
- Dans les huit jours ouvrés après information concernant la notification d'un marché, assurer la prise de contact avec l'Opérateur économique attributaire pour la mise en œuvre et le suivi des heures d'insertion à réaliser. Ce premier contact est assuré par le Facilitateur du Pays d'Aix directement auprès de l'Opérateur économique, sur demande du Donneur d'ordre ;
- Être présent autant que possible à la réunion de démarrage du marché pour expliquer la mise en œuvre des clauses ;
- Alerter le Donneur d'ordre en cas de difficultés de réalisation de la clause sociale par un Opérateur économique ;
- Être en appui du Donneur d'ordre envers un Opérateur économique défaillant sur la clause sociale, que ce soit lors des réunions de chantier, ou pour enclencher la procédure de pénalités ;
- Rendre compte une à deux fois par an de l'état d'avancement général des opérations, et sur demande pour l'état d'avancement d'une opération ou d'un marché en particulier ;
- Fournir une fois par an un bilan global contenant des informations sur le nombre de marchés notifiés, le nombre d'heures effectuées, le profil des personnes qui bénéficient de ces heures ;
- Organiser, sur demande du Donneur d'ordre, une réunion annuelle sur les clauses sociales auprès notamment des acheteurs et prescripteurs du Donneur d'ordre.

Article 5 – Confidentialité

Le Pays d'Aix s'engage à tenir confidentielles les informations transmises par le Donneur d'ordre dans le cadre de la Convention, et à ne les utiliser que pour les seuls besoins de l'exécution de celle-ci.

Le Pays d'Aix s'engage à ne communiquer les informations confidentielles qu'aux membres de son personnel ayant besoin d'en connaître dans le cadre de l'exécution de la présente Convention. Il se porte fort du respect de cette obligation par son personnel et prend les mesures concrètes nécessaires pour lui faire respecter cette obligation.

Cette obligation de confidentialité a une durée de 10 ans à compter de la transmission de l'information confidentielle, et ce même si la présente Convention est terminée.

Article 6 – Traitement des données

Le Pays d'Aix utilise dans le cadre de sa mission de coordination de la mise en œuvre des clauses sociales, le logiciel de traitement des données UP Clauses. Seules les informations nécessaires à la mise en œuvre et à l'extraction de bilan sur le dispositif des clauses sociales seront saisies.

Article 7 – Durée de la convention

La présente Convention entre en vigueur dès sa signature par les Parties pour une durée d'un an.

Elle est renouvelable par périodes d'un an par tacite reconduction, sauf dénonciation écrite 3 mois avant son échéance.

Article 8 – Communication

Le Pays d'Aix bénéficie de crédits du Fonds Social Européen au titre de la mission de « Facilitateur clauses sociales ».

Toute communication ou publication de l'une ou l'autre des parties concernant cette convention, y compris lors d'une conférence ou d'un séminaire, doit mentionner cette participation du Fonds Social Européen. Les logos de l'Union Européenne et du Fonds Social Européen devront être apposés sur tous les supports de communication concernant cette convention.

Fait le

A

Pour le CEA Cadarache

Pour le Pays d'Aix

Christian BONNET

Roger PELLENC

**Directeur du Centre CEA
de Cadarache**

**Vice-Président du Territoire du Pays d'Aix
délégué au Développement Économique,
Emploi, Formation et Insertion**